



CTL Renault Lardy

Lundi 27 mai 2024

## Pour un monde sans frontières et sans exploitation, le 9 juin : exprimons l'urgence de la révolution !

Le 23 mai, *France télévision* nous a infligé un débat entre le Premier ministre, Gabriel Attal, et la tête de liste du Rassemblement national, Jordan Bardella... comme si l'alternative politique se résumait à un « duel » entre les amis de Macron et ceux de Le Pen ! Un duel ? Plutôt un duo, entre ces deux politiciens dont la seule préoccupation est de servir les intérêts des capitalistes, de maintenir l'ordre social et toutes ses injustices insupportables.

Comme tous les serviteurs de la bourgeoisie, ils sont les tenants d'un monde dans lequel une grande puissance comme la France peut se rendre complice du génocide en cours dans la bande de Gaza en livrant des armes à l'armée israélienne, continuer à exploiter des richesses et à dominer des peuples, comme les Kanak... Tout en faisant ici la chasse aux immigrés et en laissant ceux et celles qui fuient les guerres et la misère se noyer dans la Manche et la Méditerranée.

### De ce monde-là, on n'en veut pas !

Ceux qui profitent de ce monde, les propriétaires des grandes entreprises, ne sont pas élus. Les résultats des urnes ne permettent jamais de remettre en cause leur pouvoir : celui de piller, d'exploiter, de faire stagner les salaires en en demandant toujours plus aux salariés, ou de licencier et de mettre sur le carreau des milliers de travailleurs et travailleuses.

Les partis de gauche prétendent qu'en votant pour eux, il serait possible de changer la situation. Ce sont des illusions : seules nos luttes, nos grèves, nos manifestations permettent de faire reculer le patronat et les gouvernements à leur service. Elles seules permettent d'arracher des augmentations de salaire ou d'empêcher des licenciements, des fermetures de services publics, des dégradations de nos conditions de vie et de travail.

Nos luttes seulement pourront faire reculer le gouvernement et le patronat qui nous attaquent jour après jour et réduisent une part de plus en plus importante d'entre nous à des conditions de vie et de travail intenable et à des salaires de misère, quand ce n'est pas au chômage et à l'expulsion de nos logements.

Seules nos mobilisations permettent de remettre en cause la capacité des patrons à tout décider à notre place, alors que c'est bien nous qui faisons tourner la société : nous, les travailleurs et travailleuses, quelles que soient nos origines, nationalités, convictions religieuses et philosophiques, genres ou sexualités. L'exploitation n'a pas de frontière, notre classe non plus !

### Paris, Gaza, Nouméa... urgence révolution !

Face aux guerres et aux catastrophes environnementales, face aux galères du quotidien ici et aux crises humanitaires dans le monde, face à une minorité de richissimes qui exploitent la majorité et aux politiciens qui rivalisent pour être à leur service, il y a urgence à tout changer. Il y a urgence à en finir avec la loi des profits, à répondre aux besoins de toutes et tous et non aux exigences d'une minorité d'exploiteurs. Il y a urgence à mettre fin aux guerres impérialistes et au colonialisme. Il y a urgence à dire que c'est à ceux et celles qui font marcher la société de décider de tout. Il y a urgence à la révolution !

**Le 9 juin, voter pour la liste du NPA-Révolutionnaires, conduite par Selma Labib, conductrice de bus, et Gaël Quirante, postier licencié, ce sera affirmer notre volonté de compter sur nos propres forces pour nous défendre et de bâtir une société communiste, un monde débarrassé de l'exploitation et de l'oppression !**



ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024

nouveaupartianticapitaliste.fr  
revolutionnaires\_journal



SELMA LABIB  
CONDUCTRICE DE BUS

**POUR UN MONDE  
SANS FRONTIÈRES  
NI PATRONS**

**URGENCE  
RÉVOLUTION!**



GAËL QUIRANTE  
POSTIER

## Nouvelle-Calédonie : le temps des colonies, ça suffit ! Solidarité avec les Kanak !

Après quasiment deux semaines de révolte face à son projet de réforme électorale destinée à diminuer le poids des Kanak dans le corps électoral, Macron est donc allé en Nouvelle-Calédonie... pour en revenir en disant que le gouvernement ne passera pas en force. Une première concession arrachée par la colère et la mobilisation des jeunes notamment.

Mais cela ne suffit pas. Depuis son départ, encore un Kanak a été tué par un policier, portant le nombre de morts à sept. La répression continue, avec le même déploiement de forces militaires, d'hélicoptères et autres drones. L'État colonial français ne sait que répondre par la violence et le mépris à la colère légitime des Kanak, face à la misère et aux inégalités sociales criantes. Le gouvernement doit retirer son projet mais aussi entériner le fait que le temps des colonies est fini ! En Kanaky, comme ailleurs, c'est aux travailleurs de décider de leur sort.

## Interdisons les licenciements

Selon un recensement de la confédération CGT, 130 entreprises ont engagé des plans de suppressions d'emploi depuis septembre dernier. Ces plans encore en cours devraient détruire, directement ou indirectement, entre 60 000 et 90 000 postes.

Pour garantir à chaque travailleur un emploi, il faudra imposer l'interdiction des licenciements.

## Royaume-Uni : cacophonie xénophobes de tous bords

Depuis janvier, 10 170 migrants ont traversé la Manche pour rejoindre le Royaume-Uni, soit 35 % de plus d'arrivées depuis le Nord-Pas-de-Calais par rapport à l'an dernier. Un chiffre qui tombe en pleine campagne pour les législatives anticipées, où les politiciens de tout poil ont mis le thème de l'immigration clandestine au cœur du débat. Le leader travailliste, Keir Starmer, en a profité pour railler le gouvernement conservateur qui aurait « perdu le contrôle de nos frontières » et qualifie de gadget la loi visant à expulser des milliers de demandeurs d'asile vers le Rwanda. Il a promis, s'il devient Premier ministre, de déployer des moyens inspirés de la lutte antiterroriste « contre les gangs des passeurs ». Sauf que nombre d'exemples dans d'autres pays montrent que la pseudo-lutte contre les passeurs se réduit le plus souvent à empêcher les migrants d'arriver à bon port, sans être trop regardant sur les moyens. Voir l'exemple de Frontex. Et il ne faut pas être grand clerc pour prévoir que c'est ce genre de politique que Starmer a prévu.

## Nuances de style, convergences de fond

La tête de liste aux européennes du parti d'extrême droite allemand AfD, Maximilian Krah, a déclaré à un journal italien qu'un SS « n'était pas automatiquement un criminel ». Une provocation calculée pour faire du bruit en Allemagne.

Le RN, lui, préfère lisser son image. Aussi Marine Le Pen, bien qu'elle cultive avec l'AfD des relations étroites, a pris ses distances. Mais les deux partagent la même haine des migrants et le même objectif de division des travailleurs sur des bases racistes.

## S'attaquer aux plus pauvres... tout un programme !

À partir du 1<sup>er</sup> décembre, il faudra avoir travaillé 8 des 20 derniers mois pour toucher une allocation, contre 6 mois sur 24 précédemment. Attal prévoit également de baisser la durée maximale d'indemnisation de 18 aujourd'hui à 15 mois. Et cette durée d'indemnisation pourrait être encore réduite, si le taux de chômage officiel diminue !

Ce durcissement devrait permettre de faire 3,6 milliards d'économies... sur le dos des plus vulnérables, pour mettre à disposition des employeurs une main-d'œuvre captive. Prendre aux plus pauvres pour augmenter les bénéfices des plus riches, voilà qui résume bien le programme du gouvernement. De quoi fédérer toutes les colères...

## Ascometal : c'est pas aux travailleurs de payer !

C'est la troisième fois en dix ans qu'Ascometal est placé en redressement judiciaire. Mais c'est la crise et l'inquiétude pour les travailleurs seulement. Pour les actionnaires principaux de Swiss Steel (le propriétaire actuel), des milliardaires suisses, tout va bien. Le 24 mai, le seul repreneur potentiel du pôle automobile de l'aciériste, qui comprend notamment deux sites en Lorraine et celui de Saint-Étienne, s'est désengagé. Ce sont 627 emplois directs menacés. Ce n'est pas aux travailleurs de subir le Monopole capitaliste. Il faut imposer l'interdiction des licenciements et prendre sur les profits pour maintenir les emplois et les salaires !



# MEETING

## DU NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE - RÉVOLUTIONNAIRES

**JEUDI 6 JUIN À 19H**  
**GYMNASÉ JAPY, 2 RUE JAPY, 75011**

Ⓜ MÉTRO VOLTAIRE

[npa-revolutionnaires.org](http://npa-revolutionnaires.org)

**NPA**  
RÉVOLUTIONNAIRES